

## 1. Table analytique des arrêts prononcés par la Cour en 2000

Affaire	Date	Parties	Objet
<b>AGRICULTURE</b>			
C-414/98	20 janvier 2000	Landerzeugergemeinschaft eG Groß Godems/ Amt für Landwirtschaft Parchim	Règlement (CEE) n° 4115/88 Aides à l'extensification de la production Sanctions applicables
C-104/89 et C-37/90	27 janvier 2000	J. M. Mulder, W. H. Brinkhoff, J. M. M. Muskens, T. Twijnstra et Otto Heinemann / Conseil de l'Union européenne et Commission des Communautés européennes	Prélèvement supplémentaire sur le lait Responsabilité non contractuelle Réparation et évaluation du préjudice
C-217/98	21 mars 2000	Hauptzollamt Hamburg-Jonas/ LFZ Nordfleisch AG	Organisation commune des marchés Viande bovine Restitution à l'exportation Retrait de la demande de paiement à l'avance Incidence sur la caution
C-269/97	4 avril 2000	Commission des Communautés européennes / Conseil de l'Union européenne	Règlement (CE) n° 820/97 Base juridique
C-292/97	13 avril 2000	Kjell Karlsson e.a.	Prélèvement supplémentaire sur le lait Régime des quotas laitiers en Suède Attribution initiale des quotas laitiers Régime national Interprétation du règlement (CEE) n° 3950/92 Principe d'égalité de traitement
C-56/99	11 mai 2000	Gascogne Limousin viandes SA/ Office national interprofessionnel des viandes de l'élevage et de l'aviculture (Ofival)	Viande bovine Prime à la mise précoce des veaux sur le marché Octroi en fonction du poids carcasse moyen des veaux abattus dans chaque État membre au cours de l'année 1995 Validité au regard de l'article 40, paragraphe 3, du traité CE (devenu, après modification, article 34, paragraphe 2, CE)

Affaire	Date	Parties	Objet
C-301/98	18 mai 2000	KVS International BV/ Minister van Landbouw, Natuurbeheer en Visserij	Police sanitaire dans le secteur vétérinaire en matière d'échanges intracommunautaires et d'importations de sperme surgelé d'animaux de l'espèce bovine Certification du sperme bovin destiné à l'exportation vers un État membre Directives 88/407/CEE et 93/60/CEE Application dans le temps
C-242/97	18 mai 2000	Royaume de Belgique / Commission des Communautés européennes	FEOGA Apurement des comptes Exercice 1993 Céréales et viande bovine
C-273/98	25 mai 2000	Hans-Josef Schlebusch/ Hauptzollamt Trier	P r é l è v e m e n t supplémentaire sur le lait Quantités de référence initiales et spécifiques Cumul Attribution définitive d'une quantité de référence spécifique Conditions Cession partielle et temporaire d'une quantité de référence initiale avant l'octroi définitif d'une quantité de référence spécifique
C-359/98 P	25 mai 2000	Ca' Pasta Srl / Commission des Communautés européennes	Pourvoi Règlement (CEE) n° 4028/86 Concours financier communautaire Procédure visant la suppression du concours Suspension de versement du concours initialement octroyé Acte attaquant
C-91/99	8 juin 2000	Commission des Communautés européennes / République portugaise	Manquement Directive 96/43/CE Non- transposition dans le délai prescrit
C-190/99	8 juin 2000	Commission des Communautés européennes / Irlande	Manquement Directive 96/43/CE Non- transposition dans le délai prescrit

Affaire	Date	Parties	Objet
C-348/97	15 juin 2000	Commission des Communautés européennes / République fédérale d'Allemagne	Manquement Échanges avec la République démocratique allemande pendant la période précédant la réunification allemande Règlement (CEE) n° 2252/90 Suppression des formalités douanières Défaut de perception des prélèvements à l'importation dans le cadre des échanges interallemands Omission de mettre des ressources propres à la disposition de la Commission
C-470/98	15 juin 2000	Commission des Communautés européennes / République hellénique	Manquement Non-transposition complète de la directive 90/675/CEE
C-147/96	22 juin 2000	Royaume des Pays-Bas / Commission des Communautés européennes	Annulation Refus de la Commission d'inscrire un pays d'outre-mer sur la liste provisoire de pays tiers prévue à l'article 23 de la directive 92/46/CEE Acte attaqué
C-45/97	6 juillet 2000	Royaume d'Espagne / Commission des Communautés européennes	FEOGA Apurement des comptes Exercices 1992 et 1993
C-289/97	6 juillet 2000	Eridania SpA/ Azienda Agricola San Luca di Rumagnoli Viannj	Sucre Régime des prix Campagne de commercialisation 1996/1997 Régionalisation Zones déficitaires Classification de l'Italie Validité des règlements (CE) n° 1580/96 et (CEE) n° 1785/81
C-356/97	6 juillet 2000	Molkereigenossenschaft Wiedergeltingen eG/ Hauptzollamt Lindau	Prélèvement supplémentaire sur le lait Décompte annuel des quantités de lait livrées à l'acheteur Communication tardive Pénalité Validité de l'article 3, paragraphe 2, du règlement (CEE) n° 536/93

Affaire	Date	Parties	Objet
C-402/98	6 juillet 2000	Agricola Tabacchi Bonavicina Snc di Mercati Federica (ATB) e.a./Ministero per le Politiche Agricole, Azienda di Stato per gli interventi nel mercato agricolo (AIMA), Mario Pittaro	Organisation commune de marchés Tabac brut Validité du règlement (CE) n° 711/95 du Conseil et des règlements (CE) n°s 1066/95 et 1067/95 de la Commission
C-117/99	13 juillet 2000	Union nationale interprofessionnelle des légumes transformés (Unilet), Gilles Le Bars/ Association Comité économique régional agricole fruits et légumes de Bretagne (Cerafel)	Organisation commune des marchés Fruits et légumes Organisations de producteurs Imposition de cotisations aux producteurs non-adhérents de produits frais Exonération des producteurs non-adhérents de produits destinés à la transformation Légalité de l'exonération
C-46/97	13 juillet 2000	République hellénique / Commission des Communautés européennes	Apurement des comptes du FEOGA Exercice 1992
C-243/97	13 juillet 2000	République hellénique / Commission des Communautés européennes	Apurement des comptes du FEOGA Exercice 1993
C-369/98	14 septembre 2000	The Queen/ Minister of Agriculture, Fisheries & Food, ex parte: Trevor Robert Fisher and Penny Fisher	Régimes d'aides Base de données informatisée Divulgence des informations
C-22/99	26 septembre 2000	Cristoforo Bertinetto/ Biraghi SpA	Organisation commune des marchés Lait et produits laitiers Prix du lait Article 3 du règlement (CEE) n° 804/68
C-372/98	12 octobre 2000	The Queen/ Ministry of Agriculture, Fisheries and Food, ex parte: J. H. Cooke & Sons	Politique agricole commune Règlement (CEE) n° 1765/92 Règlement (CE) n° 762/94 Aides liées à la superficie consacrée aux cultures arables et au gel des terres Notion de superficie cultivée en vue d'une récolte pendant l'année précédente

Affaire	Date	Parties	Objet
C-114/99	17 octobre 2000	Roquette Frères SA/ Office national interprofessionnel des céréales (ONIC)	Organisation commune des marchés Restitutions à l'exportation Céréales Conditions d'octroi Transformation en un produit susceptible d'être réimporté dans la Communauté
C-155/99	19 octobre 2000	Giuseppe Busolin e.a./ Ispettorato Centrale Repressione Frodi Ufficio di Conegliano Ministero delle Risorse agricole, alimentari e forestali	Organisation commune des marchés agricoles Marché vitivinicole Régime de distillation obligatoire
C-312/98	7 novembre 2000	Schutzverband gegen Unwesen in der Wirtschaft eV/ Warsteiner Brauerei Haus Cramer GmbH & Co. KG	Protection des indications géographiques et des appellations d'origine Règlement (CEE) n° 2081/92 Champ d'application Réglementation nationale qui interdit l'utilisation, comportant un risque de tromperie, des indications de provenance géographique dites «simples»
C-148/99	9 novembre 2000	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord / Commission des Communautés européennes	FEOGA Apurement des comptes Exercice 1995 Règlement (CEE) n° 1164/89 Aide pour le lin textile et le chanvre
C-214/98	16 novembre 2000	Commission des Communautés européennes / République hellénique	Manquement Non- transposition de certaines dispositions de la directive 93/118/CE
C-436/98	30 novembre 2000	HMIL Ltd/ Minister for Agriculture, Food and Forestry	Organisation commune des marchés Restitutions particulières à l'exportation et aide au stockage privé de certaines viandes bovines
C-477/98	5 décembre 2000	Eurostock Meat Marketing Ltd/ Department of Agriculture for Northern Ireland	Police sanitaire Mesures nationales d'urgence contre l'encéphalopathie spongiforme bovine Matériels à risques spécifiés

Affaire	Date	Parties	Objet
C-2/99	7 décembre 2000	Döhler GmbH/ Hauptzollamt Darmstadt	Organisation commune des marchés Restitutions à la production Article 7 du règlement (CEE) n° 2169/86, modifié par le règlement (CEE) n° 165/89 Amidon ou fécule estérifiés ou éthérifiés Utilisation régulière Sanctions Notion d'intéressé
C-395/99	7 décembre 2000	Commission des Communautés européennes / République italienne	Manquement Directives 96/51/CE et 96/93/CE Non- transposition dans les délais prescrits
C-110/99	14 décembre 2000	Emsland-Stärke GmbH/ Hauptzollamt Hamburg- Jonas	Restitutions à l'exportation Produits immédiatement réimportés dans la Communauté Abus de droit
C-99/99	14 décembre 2000	République italienne / Commission des Communautés européennes	Annulation Règlement (CE) n° 2815/98 Normes commerciales de l'huile d'olive
C-245/97	14 décembre 2000	République fédérale d'Allemagne / Commission des Communautés européennes	FEOGA Apurement des comptes Exercice 1993 Promotion des produits laitiers AIDES D'ÉTAT
C-83/98 P	16 mai 2000	République française / Ladbroke Racing Ltd et Commission des Communautés européennes	Pourvoi Concurrence Aides d'État
C-106/98 P	23 mai 2000	Comité d'entreprise de la Société française de production e.a. / Commission des Communautés européennes	Pourvoi Personnes physiques ou morales Acte les concernant directement et individuellement Aides d'État Décision déclarant une aide incompatible avec le marché commun Syndicats et comités d'entreprise
C-332/98	22 juin 2000	République française / Commission des Communautés européennes	Aide à la Coopérative d'exportation du livre français (CELF)
C-404/97	27 juin 2000	Commission des Communautés européennes / République portugaise	Manquement Aide d'État incompatible avec le marché commun Récupération Impossibilité absolue d'exécution

Affaire	Date	Parties	Objet
C-156/98	19 septembre 2000	République fédérale d'Allemagne / Commission des Communautés européennes	Aide accordée à des entreprises des nouveaux Länder allemands Mesure fiscale en faveur des investissements
C-288/96	5 octobre 2000	République fédérale d'Allemagne / Commission des Communautés européennes	Aide au fonctionnement Lignes directrices dans le secteur de la pêche Article 92, paragraphes 1 et 3, sous c), du traité CE [devenu, après modification, article 87, paragraphes 1 et 3, sous c), CE] Droits de la défense Motivation
C-480/98	12 octobre 2000	Royaume d'Espagne / Commission des Communautés européennes	Aides accordées aux entreprises du groupe Magefesa
C-15/98 et C-105/99	19 octobre 2000	République italienne et Sardegna Lines Servizi Marittimi della Sardegna SpA / Commission des Communautés européennes	Aides de la région de Sardaigne au secteur de la navigation en Sardaigne Atteinte à la concurrence et incidence sur les échanges entre États membres Motivation

## ASSOCIATION DES PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

C-17/98	8 février 2000	Emesa Sugar (Free Zone) NV / Aruba	Décision 97/803/CE Importations de sucre Cumul d'origine A C P / P T O M Appréciation de validité Juridiction nationale Mesures provisoires
---------	----------------	------------------------------------	---

## CA

C-274/97	16 mai 2000	Commission des Communautés européennes / Coal Products Ltd	Clause compromissoire Bonification d'intérêts
C-210/98 P	13 juillet 2000	Salzgitter AG (anciennement Preussag Stahl) / Commission des Communautés européennes	Pourvoi Décision n° 3855/91/CECA (cinquième code des aides à la sidérurgie) Notification d'un projet d'aides après l'expiration du délai prévu Effets

Affaire	Date	Parties	Objet
C-441/97 P	23 novembre 2000	Wirtschaftsvereinigung Stahl e.a./ Commission des Communautés européennes	Pourvoi CECA D é c i s s i o n n° 3855/91/CECA de la Commission (cinquième code des aides) Aides d'État aux entreprises sidérurgiques du secteur public italien Détournement de pouvoir Principe de non-discrimination Principe de nécessité
C-1/98 P	23 novembre 2000	British Steel plc / Commission des Communautés européennes	Pourvoi CECA D é c i s s i o n n° 3855/91/CECA de la Commission (cinquième code des aides) Décisions individuelles de la Commission autorisant l'octroi d'aides d'État aux entreprises sidérurgiques Compétence de la Commission Confiance légitime

## CONCURRENCE

C-147/97 et C-148/97	10 février 2000	Deutsche Post AG/ Gesellschaft für Zahlungssysteme mbH (GZS) e.a.	Entreprise publique Service des postes Repostage incorporel
C-395/96 P et C-396/96 P	16 mars 2000	Compagnie maritime belge transports SA, Compagnie maritime belge SA et Dafra-Lines A/S / Commission des Communautés européennes	Transports maritimes internationaux Conférences maritimes Règlement (CEE) n° 4056/86 Article 86 du traité CE (devenu article 82 CE) Position dominante collective A c c o r d e n t r e administrations nationales et conférences maritimes prévoyant un droit exclusif Conférence maritime insistant sur l'application de l'accord Navires de combat Remises de fidélité Droits de la défense Amendes Critères d'appréciation

Affaire	Date	Parties	Objet
C-265/97 P	30 mars 2000	Coöperatieve Vereniging De Verenigde Bloemenveilingen Aalsmeer BA (VBA), Florimex BV et Vereniging van Groothandelaren in Bloemkwekerijproducten (VGB)/ Commission des Communautés européennes	Pourvoi Décision de rejet d'une plainte Compatibilité avec l'article 2 du règlement n° 26 d'une redevance prélevée auprès de fournisseurs extérieurs sur des produits de floriculture livrés à des grossistes installés dans l'enceinte d'une association coopérative de vente à la criée Motivation
C-266/97 P	30 mars 2000	Coöperatieve Vereniging De Verenigde Bloemenveilingen Aalsmeer BA (VBA), Vereniging van Groothandelaren in Bloemkwekerijproducten (VGB) e.a. / Commission des Communautés européennes	Pourvoi Classement d'une plainte en l'absence de réponse des parties plaignantes dans le délai imparti Compatibilité avec l'article 85, paragraphe 1, du traité CE d'une redevance prélevée auprès de fournisseurs ayant conclu des contrats portant sur la livraison de produits de la floriculture à des entreprises installées dans l'enceinte d'une association coopérative de vente à la criée Compatibilité avec l'article 85, paragraphe 1, du traité d'une obligation exclusive d'achat acceptée par certains grossistes revendant de tels produits aux détaillants dans un espace commercial spécifique de la même enceinte Discrimination Effet sur le commerce entre États membres Appréciation dans le cadre global d'un ensemble de réglementations Absence d'effet sensible
C-286/95 P	6 avril 2000	Commission des Communautés européennes / Imperial Chemical Industries plc (ICI)	Pourvoi Annulation Moyens Violation des formes substantielles Absence d'authentification d'une décision adoptée par le collège des membres de la Commission Moyen pouvant être soulevé d'office

Affaire	Date	Parties	Objet
C-287/95 P et C-288/95 P	6 avril 2000	Commission des Communautés européennes / Solvay SA	Pourvois Annulation Moyens Violation des formes substantielles A b s e n c e d'authentification de décisions adoptées par le collège des membres de la Commission Moyen pouvant être soulevé d'office
C-209/98	23 mai 2000	Entreprenørforeningens Affald/Miljøsektion (FFAD) agissant pour Sydhavnens Sten & Grus ApS / Københavns Kommune	Article 90 du traité CE (devenu article 86 CE) en liaison avec les articles 34 du traité CE (devenu, après modification, article 29 CE) et 86 du traité CE (devenu article 82 CE) Directive 75/442/CEE Règlement (CEE) n° 259/93 Droit spécial ou exclusif de collecter les déchets de chantier Protection de l'environnement
C-258/98	8 juin 2000	Giovanni Carra e.a.	Position dominante Entreprises publiques Activité de placement de main-d'oeuvre Monopole légal
C-180/98 à C-184/98	12 septembre 2000	Pavel Pavlov e.a. / Stichting Pensioenfonds Medische Specialisten	Affiliation obligatoire à un fonds professionnel de pension Compatibilité avec les règles de c o n c u r r e n c e Qualification en tant qu'entreprise d'un fonds professionnel de pension
C-222/98	21 septembre 2000	Hendrik van der Woude / Stichting Beatrixoord	Ententes et position dominante Convention collective Cotisation à l'assurance maladie des travailleurs
C-248/98 P	16 novembre 2000	NV Koninklijke KNP BT / Commission des Communautés européennes	Pourvoi Article 85, paragraphe 1, du traité CE (devenu article 81, paragraphe 1, CE) Amende Motivation Pouvoir de pleine juridiction
C-279/98 P	16 novembre 2000	Cascades SA / Commission des Communautés européennes	Pourvoi Article 85, paragraphe 1, du traité CE (devenu article 81, paragraphe 1, CE) I m p u t a b i l i t é d u c o m p o r t e m e n t infractionnel Amende Motivation Principe de non-discrimination

Affaire	Date	Parties	Objet
C-280/98 P	16 novembre 2000	Moritz J. Weig GmbH & Co. KG / Commission des Communautés européennes	Pourvoi Article 85, paragraphe 1, du traité CE (devenu article 81, paragraphe 1, CE) Amende Détermination du montant Motivation C i r c o n s t a n c e s atténuantes
C-282/98 P	16 novembre 2000	Enso Española SA / Commission des Communautés européennes	Pourvoi Article 85, paragraphe 1, du traité CE (devenu article 81, paragraphe 1, CE) Motivation Principe d'égalité de traitement Dépens
C-283/98 P	16 novembre 2000	Mo och Domsjö AB / Commission des Communautés européennes	Pourvoi Article 85, paragraphe 1, du traité CE (devenu article 81, paragraphe 1, CE) Amende Détermination du montant Motivation Pouvoir de pleine juridiction
C-286/98 P	16 novembre 2000	Stora Kopparbergs Bergslags AB / Commission des Communautés européennes	Pourvoi Article 85, paragraphe 1, du traité CE (devenu article 81, paragraphe 1, CE) Amende Motivation I m p u t a b i l i t é d u c o m p o r t e m e n t infractionnel
C-291/98 P	16 novembre 2000	Sarrió SA / Commission des Communautés européennes	Pourvoi Article 85, paragraphe 1, du traité CE (devenu article 81, paragraphe 1, CE) Notion d'infraction unique Échange d'informations Injonction Amende Détermination du montant Méthode de calcul Motivation Circonstances atténuantes
C-294/98 P	16 novembre 2000	Metsä-Serla Oyj e.a. / Commission des Communautés européennes	Pourvoi Article 15, paragraphe 2, du règlement n° 17 Responsabilité solidaire pour le paiement de l'amende
C-297/98 P	16 novembre 2000	SCA Holding Ltd / Commission des Communautés européennes	Pourvoi Article 85, paragraphe 1, du traité CE (devenu article 81, paragraphe 1, CE) I m p u t a b i l i t é d u c o m p o r t e m e n t infractionnel Amende M o t i v a t i o n Circonstances atténuantes

Affaire	Date	Parties	Objet
C-298/98 P	16 novembre 2000	Metsä-Serla Sales Oy / Commission des Communautés européennes	Pourvoi Article 85, paragraphe 1, du traité CE (devenu article 81, paragraphe 1, CE) Amendé Détermination du montant Motivation Coopération durant la procédure administrative
C-422/99	30 novembre 2000	Commission des Communautés européennes / République italienne	Manquement Non- transposition de la directive 97/51/CE
C-423/99	7 décembre 2000	Commission des Communautés européennes / République italienne	Manquement Non- transposition de la directive 98/10/CE
C-214/99	7 décembre 2000	Neste Markkinointi Oy / Yötuuli Ky e.a.	Accords d'achat exclusif Accords de stations- service Durée Contribution significative des contrats d'un fournisseur à la fermeture du marché Distinction en fonction des contrats du même fournisseur
C-344/98	14 décembre 2000	Masterfoods Ltd / HB Ice Cream Ltd  HB Ice Cream Ltd / Masterfoods Ltd	Articles 85 et 86 du traité CE (devenus articles 81 CE et 82 CE) Procédures parallèles devant les juridictions n a t i o n a l e s e t communautaires

## CONVENTION DE BRUXELLES

C-8/98	27 janvier 2000	Dansommer A/S / Andreas Götz	Article 16, point 1 Compétence exclusive en matière de baux d'immeubles Champ d'application
C-7/98	28 mars 2000	Dieter Krombach / André Bamberski	Exécution des décisions Ordre public
C-38/98	11 mai 2000	Régie nationale des usines Renault SA / Maxicar SpA, Orazio Formento	Exécution des décisions Droits de propriété intellectuelle relatifs à des éléments de carrosserie de véhicules automobiles Ordre public

Affaire	Date	Parties	Objet
C-412/98	13 juillet 2000	Group Josi Reinsurance Company SA / Universal General Insurance Company (UGIC)	Champ d'application personnel Demandeur domicilié dans un État non contractant Champ d'application matériel Règles de compétence en matière d'assurances Litige portant sur un traité de réassurance
C-387/98	9 novembre 2000	Coreck Maritime GmbH / Handelsveem BV e.a.	Article 17 Clause attributive de juridiction Conditions de forme Effets

## CULTURE

C-164/98 P	27 janvier 2000	DIR International Film Srl e.a. / Commission des Communautés européennes	Programme MEDIA Conditions d'octroi de prêts Pouvoir d'appréciation Motivation
------------	-----------------	--	--

## DROIT DES ENTREPRISES

C-293/98	3 février 2000	Entidad de Gestión de Derechos de los Productores Audiovisuales (Egeda) / Hostelería Asturiana SA (Hoasa)	Droits d'auteur Radiodiffusion par satellite et retransmission par câble
C-373/97	23 mars 2000	Dionysios Diamantis / Elliniko Dimosio, Organismos Oikonomikis Anasygkrotisis Epicheiriseon AE (OAE)	Droit des sociétés Deuxième directive 77/91/CEE Société anonyme éprouvant des difficultés financières Augmentation du capital social par voie administrative Exercice abusif d'un droit découlant d'une disposition communautaire
C-225/98	26 septembre 2000	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement Marchés publics de travaux Directives 71/305/CEE, telle que modifiée par la directive 89/440/CEE, et 93/37/CEE Construction et maintenance de bâtiments scolaires menées par la région Nord-Pas-de-Calais et par le département du Nord

Affaire	Date	Parties	Objet
C-380/98	3 octobre 2000	The Queen / H.M. Treasury, ex parte: The University of Cambridge	Marchés publics Procédure de passation des marchés publics de services, de fournitures et de travaux Pouvoir adjudicateur Organisme de droit public
C-16/98	5 octobre 2000	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement Directive 93/38/CEE Marchés publics dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications Travaux d'électrification et d'éclairage public dans le département de la Vendée Notion d'ouvrage
C-337/98	5 octobre 2000	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement Marchés publics dans le secteur des transports Directive 93/38/CEE Application dans le temps Projet de métro léger du district urbain de l'agglomération rennaise Marché attribué par procédure négociée sans mise en concurrence préalable
C-324/98	7 décembre 2000	Telaustria Verlags GmbH, Telefonadress GmbH / Post & Telekom Austria AG	Marchés publics des services Directive 92/50/CEE Marchés publics de services dans le secteur des télécommunications Directive 93/38/CEE Concession de service public
C-94/99	7 décembre 2000	ARGE Gewässerschutz / Bundesministerium für Land- und Forstwirtschaft	Marchés publics de services Directive 92/50/CEE Procédure de passation des marchés publics Égalité de traitement des soumissionnaires Discrimination en raison de la nationalité Libre prestation des services

## DROIT INSTITUTIONNEL

Affaire	Date	Parties	Objet
C-174/98 P et C-189/98 P	11 janvier 2000	Royaume des Pays-Bas / Commission des Communautés européennes et Gerard van der Wal	Pourvoi Accès à l'information Décision 94/90/CECA, CE, Euratom de la Commission Portée de l'exception relative à la protection de l'intérêt public Motivation insuffisante Article 6 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales Principes d'égalité des parties et des droits de la défense
C-156/97	17 février 2000	Commission des Communautés européennes / Van Balkom Non-Ferro Scheiding BV	Clause compromissoire Résiliation d'un contrat Droit au remboursement d'avances
C-387/97	4 juillet 2000	Commission des Communautés européennes / République hellénique	Manquement Arrêt de la Cour constatant un manquement Inexécution Article 171 du traité CE (devenu article 228 CE) Sanctions pécuniaires Astreinte Déchets Directives 75/442/CEE et 78/319/CEE
C-352/98 P	4 juillet 2000	Laboratoires pharmaceutiques Bergaderm SA / Jean-Jacques Goupil	Pourvoi Responsabilité non contractuelle de la Communauté Adoption de la directive 95/34/CE
C-356/99	9 novembre 2000	Commission des Communautés européennes / Hite sys SpA	Clause compromissoire Inexécution d'un contrat Recouvrement de sommes avancées Procédure par défaut

## ENVIRONNEMENT ET CONSOMMATEURS

C-6/99	21 mars 2000	Association Greenpeace France e.a. / Ministère de l'Agriculture et de la Pêche e.a.	Directive 90/220/CEE Biotechnologie Organismes génétiquement modifiés Décision 97/98/CE Semences de maïs
C-256/98	6 avril 2000	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement Directive 92/43/CEE Conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages

Affaire	Date	Parties	Objet
C-274/98	13 avril 2000	Commission des Communautés européennes / Royaume d'Espagne	Manquement Directive 91/676/CEE
C-307/98	25 mai 2000	Commission des Communautés européennes / Royaume de Belgique	Manquement Directive 76/160/CEE Qualité des eaux de baignade
C-384/97	25 mai 2000	Commission des Communautés européennes / République hellénique	Manquement Pollution du milieu aquatique Obligation d'adopter des programmes en vue de réduire la pollution causée par certaines substances dangereuses Non-transposition de la directive 76/464/CEE
C-418/97 et C-419/97	15 juin 2000	ARCO Chemie Nederland Ltd / Minister van Volkshuisvesting, Ruimtelijke Ordening en Milieubeheer  Vereniging Dorpsbelang Hees, Stichting Werkgroep Weurt, Vereniging Stedelijk Leefmilieu Nijmegen / Directeur van de dienst Milieu en Water van de provincie Gelderland	Environnement Directives 75/442/CEE et 91/156/CEE Notion de «déchet»
C-318/98	22 juin 2000	Procédure pénale contre Giancarlo Fornasar, Andrea Strizzolo, Giancarlo Toso, Lucio Mucchino, Enzo Peressutti et Sante Chiarosso	Déchets Notion de déchets dangereux Directive 91/689/CEE Décision 94/904/CE Mesures de protection renforcées
C-240/98 à C-244/98	27 juin 2000	Océano Grupo Editorial SA / Rocío Murciano Quintero  Salvat Editores SA / José M. Sánchez Alcón Prades e.a.	Directive 93/13/CEE Clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs Clause attributive de juridiction Pouvoir du juge d'examiner d'office le caractère abusif d'une telle clause
C-236/99	6 juillet 2000	Commission des Communautés européennes / Royaume de Belgique	Manquement Non-transposition de la directive 91/271/CEE
C-261/98	13 juillet 2000	Commission des Communautés européennes / République portugaise	Manquement Directive 76/464/CEE Pollution aquatique Non-transposition

Affaire	Date	Parties	Objet
C-287/98	19 septembre 2000	État du grand-duché de Luxembourg / Berthe Linster, Aloyse Linster, Yvonne Linster	Environnement Directive 85/337/CEE Évaluation des incidences de certains projets publics ou privés Acte législatif national spécifique Effet de la directive
C-371/98	7 novembre 2000	The Queen / Secretary of State for the Environment, Transport and the Regions, ex parte: First Corporate Shipping Ltd	Directive 92/43/CEE Conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages Délimitation des sites susceptibles d'être désignés comme zones spéciales de conservation Pouvoir d'appréciation des États membres C o n s i d é r a t i o n s économiques et sociales Estuaire du Severn
C-69/99	7 décembre 2000	Commission des Communautés européennes / Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Manquement Directive 91/676/CEE Protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles Identification des eaux atteintes par la pollution Détermination des eaux douces superficielles
C-374/98	7 décembre 2000	Commission des Communautés européennes / République française	M a n q u e m e n t Directives 79/409/CEE et 92/43/CEE Conservation des oiseaux sauvages Zones de protection spéciale
C-38/99	7 décembre 2000	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement Directive 79/409/CEE Conservation des oiseaux sauvages Périodes de chasse
C-435/99	12 décembre 2000	Commission des Communautés européennes / République portugaise	Manquement Non-transposition des directives 76/464/CEE, 78/176/CEE, 78/659/CEE, 80/68/CEE, 82/176/CEE, 83/513/CEE, 84/156/CEE, 84/491/CEE et 86/280/CEE

## FISCALITÉ

C-23/98	27 janvier 2000	Staatssecretaris van Financiën / J. Heerma	Sixième directive TVA Opérations entre un associé et la société
---------	-----------------	--	--

Affaire	Date	Parties	Objet
C-12/98	3 février 2000	Miguel Amengual Far / Juan Amengual Far	Sixième directive TVA Affermage et location de biens immeubles Exonérations
C-228/98	3 février 2000	Charalampos Dounias / Ypourgou Oikonomikon	Taxes sur les produits importés Valeur imposable Articles 30 et 95 du traité CE (devenus, après modification, articles 28 CE et 90 CE) Règlement (CEE) n° 1224/80
C-434/97	24 février 2000	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement Directive 92/12/CEE Imposition spécifique sur les alcools forts
C-437/97	9 mars 2000	Evangelischer Krankenhausverein Wien / Abgabenberufungs- kommission Wien	Imposition indirecte Taxe communale sur les boissons Sixième directive TVA Directive 92/12/CEE
C-110/98 à C-147/98	21 mars 2000	Wein & Co. HandelsgesmbH / Oberösterreichische Landesregierung  Gabalfrisa SL e.a. / Agencia Estatal de Administración Tributaria (AEAT)	Notion de juridiction nationale au sens de l'article 177 du traité CE (devenu article 234 CE) Recevabilité TVA Interprétation de l'article 17 de la sixième directive 77/388/CEE Déduction de la taxe payée en amont Activités préalables à la réalisation régulière d e s o p é r a t i o n s économiques
C-98/98	8 juin 2000	Commissioners of Customs & Excise / Midland Bank plc	TVA Première et sixième directives TVA Déduction de la taxe payée en amont Assujetti effectuant à la fois des opérations taxées et des opérations exonérées Imputation des services en amont aux opérations effectuées en aval Nécessité d'un lien direct et immédiat

Affaire	Date	Parties	Objet
C-396/98	8 juin 2000	Grundstückgemeinschaft Schloßstraße GbR / Finanzamt Paderborn	Taxes sur le chiffre d'affaires Système commun de taxe sur la valeur ajoutée Article 17 de la sixième directive 77/388/CEE Déduction de la taxe payée en amont Impossibilité d'opérer la déduction en raison d'une modification de la législation nationale qui supprime la possibilité d'opter pour la taxation de la location de biens immeubles
C-400/98	8 juin 2000	Finanzamt Goslar / Brigitte Breitsohl	Taxes sur le chiffre d'affaires Système commun de taxe sur la valeur ajoutée Articles 4, 17 et 28 de la sixième directive 77/388/CEE Qualité d'assujetti et exercice du droit à déduction en cas d'échec de l'activité économique envisagée, antérieur à la première fixation de la TVA Livraisons de bâtiments et du sol y attenant Possibilité de limiter l'option pour la taxation aux seuls bâtiments à l'exclusion du sol
C-365/98	15 juin 2000	Brinkmann Tabakfabriken GmbH / Hauptzollamt Bielefeld	Directive 92/80/CEE Taxe nationale consistant soit en un droit spécifique pour les produits qui ne dépassent pas un certain prix, soit en un droit ad valorem pour les produits qui dépassent ce prix
C-455/98	29 juin 2000	Tullihallitus / Kaupo Salumets e.a.	Dispositions fiscales Harmonisation des législations Taxes sur le chiffre d'affaires Système commun de taxe sur la valeur ajoutée Sixième directive Taxe à l'importation Champ d'application Importation en contrebande d'alcool éthylique

Affaire	Date	Parties	Objet
C-136/99	13 juillet 2000	Ministre du Budget, Ministre de l'Économie et des Finances / Société Monte Dei Paschi Di Siena	Taxe sur le chiffre d'affaires Système commun de taxe sur la valeur ajoutée Remboursement de la taxe aux assujettis non établis à l'intérieur du pays Articles 17 de la sixième directive 77/388/CEE ainsi que 2 et 5 de la huitième directive 79/1072/CEE
C-36/99	13 juillet 2000	Idéal tourisme SA / État belge	TVA Sixième directive 77/388/CEE Dispositions transitoires Maintien de l'exonération des transports aériens internationaux de personnes Non- exonération des transports internationaux de personnes par autocar Discrimination Aide d'État
C-276/97	12 septembre 2000	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement Article 4, paragraphe 5, de la sixième directive TVA Mise à disposition de routes moyennant versement d'un péage Non-assujettissement à la TVA Règlements (CEE, Euratom) n <sup>os</sup> 1552/89 et 1553/89 Ressources propres provenant de la TVA
C-358/97	12 septembre 2000	Commission des Communautés européennes / Irlande	Manquement Article 4, paragraphe 5, de la sixième directive TVA Mise à disposition de routes moyennant versement d'un péage Non-assujettissement à la TVA Règlements (CEE, Euratom) n <sup>os</sup> 1552/89 et 1553/89 Ressources propres provenant de la TVA
C-359/97	12 septembre 2000	Commission des Communautés européennes / Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Manquement Article 4, paragraphe 5, de la sixième directive TVA Mise à disposition de routes moyennant versement d'un péage Non-assujettissement à la TVA Règlements (CEE, Euratom) n <sup>os</sup> 1552/89 et 1553/89 Ressources propres provenant de la TVA

Affaire	Date	Parties	Objet
C-408/97	12 septembre 2000	Commission des Communautés européennes / Royaume des Pays-Bas	Manquement Article 4, paragraphe 5, de la sixième directive TVA Mise à disposition de routes moyennant versement d'un péage Non-assujettissement à la TVA
C-260/98	12 septembre 2000	Commission des Communautés européennes / République hellénique	Manquement Article 4, paragraphe 5, de la sixième directive TVA Mise à disposition de routes moyennant versement d'un péage Non-assujettissement à la TVA Règlements (C E E, Euratom) n <sup>os</sup> 1552/89 et 1553/89 Ressources propres provenant de la TVA
C-384/98	14 septembre 2000	D. / W.	Sixième directive TVA Exonération des prestations de soins à la personne effectuées dans le cadre des professions médicales et paramédicales Fourniture par un médecin agréé en qualité d'expert près les tribunaux d'un avis en matière de recherche de paternité
C-454/98	19 septembre 2000	Schmeink & C ofreth AG & Co. KG / Finanzamt Borken  Manfred Strobel / Finanzamt Esslingen	Sixième directive TVA Obligation des États membres de prévoir la possibilité de régularisation de la taxe indûment facturée Conditions Bonne foi de l'émetteur de la facture
C-177/99 et C-181/99	19 septembre 2000	Ampafrance SA / Directeur des services fiscaux de Maine-et-Loire  Sanofi Synthelabo, anciennement Sanofi Winthrop SA / Directeur des services fiscaux du Val-de-Marne	TVA Déduction de la taxe Exclusion du droit à déduction Dépenses de représentation Proportionnalité

Affaire	Date	Parties	Objet
C-19/99	21 septembre 2000	Modelo Continente SGPS SA / Fazenda Pública	Directive 69/335/CEE Impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux Émoluments e x i g é s p o u r l'établissement d'un acte notarié constatant une augmentation du capital social ainsi qu'une modification des statuts d'une société de capitaux
C-134/99	26 septembre 2000	IGI - Investimentos Imobiliários SA / Fazenda Pública	Directive 69/335/CEE Impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux Droits d'inscription à un registre national des personnes morales Droits ayant un caractère rémunérateur
C-216/98	19 octobre 2000	Commission des Communautés européennes / République hellénique	Manquement Directive 95/59/CE Article 9 Prix minimal Tabacs manufacturés
C-142/99	14 novembre 2000	Floridienne SA, Berginvest SA / État belge	Sixième directive TVA Déduction de la taxe payée en amont Entreprise assujettie uniquement pour une partie de ses opérations Déduction au prorata Calcul Perception de ses filiales par un holding de dividendes d'actions et d'intérêts de prêts Immixtion dans la gestion des filiales
C-482/98	7 décembre 2000	République italienne / Commission des Communautés européennes	Annulation Directive 92/83/CEE du Conseil Harmonisation des structures des droits d'accises sur l'alcool et les boissons alcooliques Décision 98/617/CE de la Commission, du 21 octobre 1998, déniait à l'Italie l'autorisation de refuser l'exonération pour certains produits qui sont exonérés des droits d'accises en vertu de la directive 92/83 Produits cosmétiques
C-446/98	14 décembre 2000	Fazenda Pública / Câmara Municipal do Porto	Sixième directive TVA Assujettis Organismes de droit public Location d'emplacements destinés au stationnement des véhicules

Affaire	Date	Parties	Objet
---------	------	---------	-------

## LIBRE CIRCULATION DES CAPITAUX

C-54/99	14 mars 2000	Association Église de scientologie de Paris, Scientology International Reserves Trust / Premier ministre	Investissements directs étrangers Autorisation préalable Ordre public et sécurité publique
C-35/98	6 juin 2000	Staatssecretaris van Financiën / B. G. M. Verkooijen	Imposition directe des dividendes d'actions Exonération Limitation aux dividendes d'actions de sociétés ayant leur siège sur le territoire national
C-478/98	26 septembre 2000	Commission des Communautés européennes / Royaume de Belgique	Emprunts émis à l'étranger Interdiction d'acquisition pour les résidents belges

## LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES

C-220/98	13 janvier 2000	Estée Lauder Cosmetics GmbH & Co. OHG / Lancaster Group GmbH	Commercialisation d'un produit cosmétique assorti de la dénomination «lifting» Articles 30 et 36 du traité CE (devenus, après modification, articles 28 CE et 30 CE) Directive 76/768/CEE
C-254/98	13 janvier 2000	Schutzverband gegen unlauteren Wettbewerb / TK-Heimdienst Sass GmbH	Article 30 du traité CE (devenu, après modification, article 28 CE) Vente ambulante de produits de boulangerie, de boucherie-charcuterie et alimentaires Limitation territoriale
C-246/98	23 mars 2000	Procédure pénale contre Berendse-Koenen M. G. en Berendse H. D. Maatschap	Directive 83/189/CEE Interdiction des stimulateurs de croissance Mesures d'effet équivalent

Affaire	Date	Parties	Objet
C-310/98 et C-406/98	23 mars 2000	Hauptzollamt Neubrandenburg / Leszek Labis, Sagpol SC Transport Miedzynarodowy i Spedycja	Opération de transit externe Circulation sous le couvert d'un carnet TIR Infractions ou irrégularités Preuve du lieu où l'infraction ou l'irrégularité a été commise Délai pour rapporter la preuve Moyens de preuve admissibles Procédure de compensation
C-309/98	28 mars 2000	Holz Geen en GmbH / Oberfinanzdirektion München	Tarif douanier commun Positions tarifaires Classement dans la nomenclature combinée Règlement (CE) n° 1509/97 Carrelets en bois destinés à la fabrication de châssis de fenêtres
C-388/95	16 mai 2000	Royaume de Belgique / Royaume d'Espagne	Article 34 du traité CE (devenu, après modification, article 29 CE) Règlement (CEE) n° 823/87 Vins de qualité produits dans une région déterminée Appellations d'origine Obligation de mise en bouteilles dans la région de production Justification Conséquences d'un précédent arrêt rendu sur renvoi préjudiciel Article 5 du traité CE (devenu article 10 CE)
C-473/98	11 juillet 2000	Kemikalieinspektionen / Toolex Alpha AB	Interdiction nationale de principe de l'emploi du trichloréthylène Article 36 du traité CE (devenu, après modification, article 30 CE)
C-441/98 et C-442/98	21 septembre 2000	Kapniki Michailidis AE / Idryma Koinonikon Asfaliseon (IKA)	Taxes d'effet équivalent Exportations de tabac Prélèvement au profit d'un fonds social
C-23/99	26 septembre 2000	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement Libre circulation des marchandises Procédures de retenue en douane Marchandises en transit Droit de propriété industrielle Pièces détachées pour la réparation d'automobiles

Affaire	Date	Parties	Objet
C-42/99	26 septembre 2000	Fábrica de Queijo Eru Portuguesa Ld. <sup>a</sup> / Tribunal Técnico Aduaneiro de Segunda Instância	Tarif douanier commun Position tarifaire Fromages ou caséines Règlement (CEE) n° 3174/88
C-9/99	3 octobre 2000	Échirrolles Distribution SA / Association du Dauphiné e.a.	Législation nationale sur le prix du livre
C-339/98	19 octobre 2000	Peacock AG / Hauptzollamt Paderborn	Tarif douanier commun Positions tarifaires Classement tarifaire des cartes réseau Classement dans la nomenclature combinée
C-15/99	19 octobre 2000	Hans Sommer GmbH & Co. KG / Hauptzollamt Bremen	Tarif douanier commun Valeur en douane Frais d'analyses des marchandises Recouvrement a posteriori des droits à l'importation Remise des droits à l'importation
C-217/99	16 novembre 2000	Commission des Communautés européennes / Royaume de Belgique	Manquement Libre circulation des marchandises Mesures d'effet équivalent Nutriments et denrées alimentaires contenant des nutriments Obligation de déposer un dossier de notification Obligation d'indiquer le numéro de notification sur l'étiquetage
C-448/98	5 décembre 2000	Procédure pénale contre Jean-Pierre Guimont	Mesures d'effet équivalent à une restriction quantitative Situation purement interne Fabrication et commercialisation de fromage emmenthal sans croûte
C-213/99	7 décembre 2000	José Teodoro de Andrade / Director da Alfândega de Leixões	Mise en libre pratique des marchandises Dépassement du délai pour l'affectation à une destination douanière Procédure de mise en vente des marchandises ou de perception d'un droit ad valorem

Affaire	Date	Parties	Objet
C-55/99	14 décembre 2000	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement Libre circulation des marchandises Mesures d'effet équivalent Réactifs médicaux Procédure obligatoire d'enregistrement applicable à tous les réactifs Obligation d'indiquer le numéro d'enregistrement sur le conditionnement extérieur et la notice accompagnant chaque réactif LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES
C-190/98	27 janvier 2000	Volker Graf / Filzmoser Maschinenbau GmbH	Libre circulation des travailleurs Indemnité de congédiement Refus en cas de résiliation de son contrat d'emploi par le travailleur en vue d'exercer une activité salariée dans un autre État membre
C-202/97	10 février 2000	Fitzwilliam Executive Search Ltd / Bestuur van het Landelijk instituut sociale verzekeringen	Sécurité sociale des travailleurs migrants Détermination de la législation applicable Travailleurs intérimaires détachés dans un autre État membre
C-34/98	15 février 2000	Commission des Communautés européennes / République française	Sécurité sociale Financement Législation applicable
C-169/98	15 février 2000	Commission des Communautés européennes / République française	Sécurité sociale Financement Législation applicable

Affaire	Date	Parties	Objet
C-355/98	9 mars 2000	Commission des Communautés européennes / Royaume de Belgique	Manquement Libre circulation des travailleurs Liberté d'établissement Libre prestation des services Activités de gardiennage et de sécurité Exigence d'une autorisation préalable Obligation pour les personnes morales d'avoir leur siège d'exploitation sur le territoire national Obligation pour les dirigeants et employés de résider sur le territoire national Exigence d'une carte d'identification délivrée selon la législation nationale
C-178/97	30 mars 2000	Barry Banks e.a. / Théâtre royal de la Monnaie	Sécurité sociale des travailleurs migrants Détermination de la législation applicable Portée du certificat E 101
C-356/98	11 avril 2000	Arben Kaba / Secretary of State for the Home Department	Règlement (CEE) n° 1612/68 Libre circulation des travailleurs Avantage social Droit pour le conjoint d'un travailleur migrant d'obtenir une autorisation de séjourner indéfiniment sur le territoire de l'État membre d'accueil
C-251/98	13 avril 2000	C. Baars / Inspecteur der Belastingen Particulieren/Ondernemingen Gorinchem	Liberté d'établissement Patrimoine investi en actions dans des sociétés établies dans l'État membre d'imposition Exonération de l'impôt sur la fortune Patrimoine investi en actions dans des sociétés établies dans un autre État membre Absence d'exonération
C-176/96	13 avril 2000	Jyri Lehtonen Castors Canada Dry Namur-Braine ASBL / Fédération royale belge des sociétés de basket-ball ASBL (FRBSB)	Libre circulation des travailleurs Règles de concurrence applicables aux entreprises Joueurs professionnels de basket-ball Réglementations sportives concernant le transfert de joueurs en provenance d'autres États membres

Affaire	Date	Parties	Objet
C-87/99	16 mai 2000	Patrick Zurstrassen / Administration des contributions directes	Article 48 du traité CE (devenu, après modification, article 39 CE) Égalité de traitement Impôt sur le revenu Résidence séparée des conjoints Imposition collective pour les couples mariés
C-424/98	25 mai 2000	Commission des Communautés européennes / République italienne	Manquement Droit de séjour Directives 90/364/CEE, 90/365/CEE et 93/96/CEE Conditions de ressources
C-281/98	6 juin 2000	Roman Angonese / Cassa di Risparmio di Bolzano SpA	Accès à l'emploi Certificat de bilinguisme délivré par une administration locale Article 48 du traité CE (devenu, après modification, article 39 CE) Règlement n° 1612/68
C-302/98	15 juin 2000	Manfred Seherer / Bundesknapenschaft	Libre circulation des travailleurs Sécurité sociale Cotisations d'assurance maladie perçues par un État membre sur les retraites complémentaires d'origine conventionnelle versées dans un autre État membre Base de calcul des cotisations Prise en compte des cotisations déjà retenues dans cet autre État membre
C-424/97	4 juillet 2000	Salomone Haim / Kassenzahnärztliche Vereinigung Nordrhein	Responsabilité d'un État membre en cas de violation du droit communautaire Violations imputables à un organisme de droit public d'un État membre Conditions de la responsabilité de l'État membre et d'un organisme de droit public de ce même État Compatibilité d'une exigence linguistique avec la liberté d'établissement

Affaire	Date	Parties	Objet
C-73/99	6 juillet 2000	Viktor Movrin / Landesversicherungsanstalt Westfalen	Sécurité sociale Traité CE Règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil Titulaire de pensions de retraite Assurance maladie obligatoire dans l'État membre de résidence Contribution Attribution par la législation d'un autre État membre
C-456/98	13 juillet 2000	Centrosteeel Srl / Adipol GmbH	Directive 86/653/CEE Agents commerciaux indépendants Réglementation nationale prévoyant la nullité des contrats d'agents commerciaux conclus par des personnes non inscrites au registre des agents
C-423/98	13 juillet 2000	Alfredo Albore	Liberté d'établissement Liberté des mouvements de capitaux Articles 52 du traité CE (devenu, après modification, article 43 CE) et 73 B du traité CE (devenu article 56 CE) Procédure d'autorisation des acquisitions de biens immobiliers Zones d'importance militaire Discrimination selon la nationalité
C-238/98	14 septembre 2000	Hugo Fernando Hoesman / Ministre de l'Emploi et de la Solidarité	Article 52 du traité CE (devenu, après modification, article 43 CE) Directive 93/16/CEE du Conseil Ressortissant communautaire titulaire d'un diplôme argentin reconnu par les autorités d'un État membre comme équivalant dans celui-ci au titre de licencié en médecine et en chirurgie Obligations d'un autre État membre saisi d'une demande d'exercer la médecine sur son territoire

Affaire	Date	Parties	Objet
C-16/99	14 septembre 2000	Ministre de la Santé / Jeff Erpelding	Directive 93/16/CEE du Conseil Interprétation des articles 10 et 19 Port d'un titre de médecin spécialiste dans l'État membre d'accueil par un médecin ayant obtenu, dans un autre État membre, un titre ne figurant pas, en ce qui concerne cet État, sur la liste de l'article 7 de ladite directive
C-124/99	21 septembre 2000	Carl Borawitz / Landesversicherungs- anstalt Westfalen	Sécurité sociale des travailleurs migrants Égalité de traitement Législation nationale fixant, pour le transfert vers l'étranger d'un complément de pension, un montant minimal plus élevé que pour le virement à l'intérieur du pays
C-262/97	26 septembre 2000	Rijksdienst voor Pensioenen / Robert Engelbrecht	Sécurité sociale Libre c i r c u l a t i o n d e s travailleurs Pension de retraite Majoration pour conjoint à charge Articles 12 et 46 bis du r è g l e m e n t ( C E E ) n° 1408/71 Cumul de pensions accordées au titre de la législation d'É t a t s m e m b r e s différents
C-411/98	3 octobre 2000	Angelo Ferlini / Centre hospitalier de Luxembourg	Travailleurs Règlement (CEE) n° 1612/68 Égalité de traitement Personnes non affiliées au régime national de sécurité sociale Fonctionnaires des C o m m u n a u t é s e u r o p é e n n e s Application de tarifs pour frais médicaux et hospitaliers liés à la maternité
C-371/97	3 octobre 2000	Cinzia Gozza e.a. / Università degli Studi di Padova e.a.	Droit d'établissement Libre prestation de services Médecins Spécialités médicales Périodes de formation Rémunération Effet direct

Affaire	Date	Parties	Objet
C-168/98	7 novembre 2000	Grand-duché de Luxembourg / Parlement européen et Conseil de l'Union européenne	Annulation Liberté d'établissement Reconnaissance mutuelle des diplômes Harmonisation Obligation de motivation Directive 98/5/CE Exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise
C-357/98	9 novembre 2000	The Queen / Secretary of State for the Home Department, ex parte: Nana Yaa Konadu Yia dom	Libre circulation des personnes Dérogations Décisions en matière de police des étrangers Admission temporaire G a r a n t i e s juridictionnelles Voies de recours Articles 8 et 9 de la directive 64/221/CEE
C-381/98	9 novembre 2000	Ingmar GB Ltd / Eaton Leonard Technologies Inc.	Directive 86/653/CEE Agent commercial indépendant exerçant son activité dans un État membre Commettant établi dans un pays tiers Clause soumettant le contrat d'agence à la l o i d u p a y s d'établissement du commettant
C-404/98	9 novembre 2000	Josef Plum / Allgemeine Ortskrankenkasse Rheinland, Regionaldirektion Köln	Sécurité sociale des travailleurs migrants Détermination de la législation applicable Travailleurs détachés dans un autre État membre
C-75/99	9 novembre 2000	Edmund Thelen / Bundesanstalt für Arbeit	Sécurité sociale Articles 6 et 7 du règlement (CEE) n° 1408/71 Applicabilité d'une convention entre États membres sur l'assurance chômage
C-421/98	23 novembre 2000	Commission des Communautés européennes / Royaume d'Espagne	Manquement Articles 2 et 10 de la directive 85/384/CEE Restrictions à l'exercice de l'activité d'architecte en fonction de la définition de la profession dans l'État membre d'origine du diplôme

Affaire	Date	Parties	Objet
C-135/99	23 novembre 2000	Ursula Elsen / Bundesversicherungs- anstalt für Angestellte	Sécurité sociale des travailleurs migrants Règlement (CEE) n° 1408/71 Articles 3 et 10 et annexe VI, rubrique C, point 19 Assurance vieillesse Validation de périodes d'éducation d'un enfant accomplies dans un autre État membre
C-195/98	30 novembre 2000	Österreichischer Gewerkschaftsbund, Gewerkschaft öffentlicher Dienst / Republik Österreich	Article 177 du traité CE (devenu article 234 CE) Notion de juridiction d'un des États membres Libre circulation des personnes Égalité de traitement Avancement à l'ancienneté Carrière réalisée partiellement à l'étranger
C-141/99	14 décembre 2000	Algemene Maatschappij voor Investerings Dienstverlening NV (AMID) / Belgische Staat	Liberté d'établissement Législation fiscale Impôts directs Déduction des pertes professionnelles Exercice d'imposition antérieur

## LIBRE PRESTATION DES SERVICES

C-358/98	9 mars 2000	Commission des Communautés européennes / République italienne	M a n q u e m e n t Prestations de services de n e t t o y a g e , d e d é s i n f e c t i o n , d e d é s i n s e c t i s a t i o n , d e d é r a t i s a t i o n e t d'assainissement Entreprises établies dans les autres États membres Obligation d'inscription à un registre
----------	-------------	--	---

Affaire	Date	Parties	Objet
C-51/96 et C-191/97	11 avril 2000	Christelle Delière / Ligue francophone de judo et disciplines associées ASBL Ligue belge de judo ASBL Union européenne de judo  Christelle Delière / Ligue francophone de judo et disciplines associées ASBL Ligue belge de judo ASBL François Pacquée	Règles de concurrence applicables aux entreprises Judokas Réglementations sportives prévoyant des quotas nationaux et des procédures de sélection par les fédérations nationales pour la participation à des tournois internationaux
C-296/98	11 mai 2000	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement Directives 92/49/CEE et 92/96/CEE Législation nationale prévoyant la communication au ministre compétent, lors de la première commercialisation d'un modèle de contrat d'assurance, des conditions de ce contrat
C-206/98	18 mai 2000	Commission des Communautés européennes / Royaume de Belgique	Manquement Directive 92/49/CEE Assurance directe autre que l'assurance sur la vie
C-58/99	23 mai 2000	Commission des Communautés européennes / République italienne	Privatisation des entreprises publiques Attribution de pouvoirs spéciaux
C-264/99	8 juin 2000	Commission des Communautés européennes / République italienne	Manquement Articles 12 CE, 43 CE et 49 CE Activité de transitaire exercée par des opérateurs établis dans d'autres États membres Réglementation nationale exigeant l'inscription au registre d'entreprises
C-109/99	21 septembre 2000	Association basco- béarnaise des opticiens indépendants / Préfet des Pyrénées- Atlantiques	Directives 73/239/CEE et 92/49/CEE Obligation de limiter l'objet social des entreprises d'assurance à l'activité d'assurance et aux opérations qui en découlent directement, à l'exclusion de toute autre activité commerciale

Affaire	Date	Parties	Objet
C-58/98	3 octobre 2000	Josef Corsten	Directive 64/427/CEE Services artisanaux de c o n s t r u c t i o n Réglementation nationale exigeant l'inscription des entreprises artisanales étrangères au registre des m é t i e r s Proportionnalité
C-319/99	23 novembre 2000	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement Non- transposition de la directive 95/47/CE P O L I T I Q U E COMMERCIALE
C-383/98	6 avril 2000	The Polo/Lauren Company LP / PT. Dwidua Langgeng Pratama International Freight Forwarders	Politique commerciale commune Règlement (CE) n° 3295/94 Interdiction de la mise en libre pratique, de l'exportation, de la réexportation et du placement sous un régime s u s p e n s i f d e s marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates Applicabilité à des marchandises en transit externe Validité
C-230/98	18 mai 2000	Amministrazione delle Finanze dello Stato / Schiavon Silvano	Politique commerciale commune Règlements (CEE) n°s 545/92 et 859/92 Importation dans la Communauté de viande bovine de type «baby-beef» originaire et en provenance de l'ancienne république y o u g o s l a v e d e Macédoine Organisme compétent pour émettre les certificats de provenance
C-46/98 P	21 septembre 2000	European Fertilizer Manufacturers Association (EFMA) / Conseil de l'Union européenne	Pourvoi Antidumping Moyens inopérants Droits de la défense
C-458/98 P	3 octobre 2000	Industrie des poudres sphériques / Conseil de l'Union européenne	Pourvoi Antidumping Règlement (CEE) n° 2423/88 Calcium-métal Recevabilité Reprise d'une procédure antidumping après annulation du règlement instituant un droit antidumping Droits de la défense

Affaire	Date	Parties	Objet
---------	------	---------	-------

## POLITIQUE INDUSTRIELLE

C-384/99	30 novembre 2000	Commission des Communautés européennes / Royaume de Belgique	Manquement Télécommunications Interconnexion des réseaux Interopérabilité des services Fourniture d'un service universel
----------	------------------	--	--

## POLITIQUE RÉGIONALE

C-443/97	6 avril 2000	Royaume d'Espagne / Commission des Communautés européennes	Coordination des instruments structurels Orientations internes de la Commission Corrections financières nettes
----------	--------------	--	--

## POLITIQUE SOCIALE

C-285/98	11 janvier 2000	Tanja Kreil / Bundesrepublik Deutschland	Égalité de traitement entre hommes et femmes Limitation de l'accès des femmes aux emplois militaires de la Bundeswehr
C-207/98	3 février 2000	Silke-Karin Mahlburg / Land Mecklenburg-Vorpommern	Égalité de traitement entre hommes et femmes Accès à l'emploi Refus d'engager une femme enceinte
C-50/96	10 février 2000	Deutsche Telekom AG / Lilli Schröder	Égalité des rémunérations entre travailleurs masculins et travailleurs féminins Article 119 du traité CE (les articles 117 à 120 du traité CE ont été remplacés par les articles 136 CE à 143 CE) Protocole sur l'article 119 du traité CE Régimes professionnels de sécurité sociale Exclusion de travailleurs à temps partiel de l'affiliation à un régime professionnel permettant de bénéficier d'une pension de retraite complémentaire Affiliation rétroactive Droit de bénéficier d'une pension Rapports entre droit national et droit communautaire

Affaire	Date	Parties	Objet
C-234/96 et C-235/96	10 février 2000	Deutsche Telekom AG / Agnes Vick Ute Conze	Égalité des rémunérations entre travailleurs masculins et travailleurs féminins Article 119 du traité CE (les articles 117 à 120 du traité CE ont été remplacés par les articles 136 CE à 143 CE) Protocole sur l'article 119 du traité CE Régimes professionnels de sécurité sociale Exclusion de travailleurs à temps partiel de l'affiliation à un régime professionnel permettant de bénéficier d'une pension de retraite complémentaire Affiliation rétroactive Droit de bénéficier d'une pension Rapports entre droit national et droit communautaire
C-270/97 et C-271/97	10 février 2000	Deutsche Post AG/ Elisabeth Sievers Brunhilde Schrage	Égalité des rémunérations entre travailleurs masculins et travailleurs féminins Article 119 du traité CE (les articles 117 à 120 du traité CE ont été remplacés par les articles 136 CE à 143 CE) Protocole sur l'article 119 du traité CE Régimes professionnels de sécurité sociale Exclusion de travailleurs à temps partiel de l'affiliation à un régime professionnel permettant de bénéficier d'une pension de retraite complémentaire Affiliation rétroactive Droit de bénéficier d'une pension Rapports entre droit national et droit communautaire Interprétation conforme du droit national
C-386/98	9 mars 2000	Commission des Communautés européennes / République italienne	Manquement Directive 93 / 104 / C E Aménagement du temps de travail Non- transposition
C-439/98	16 mars 2000	Commission des Communautés européennes / République italienne	Manquement Directive 95/30/CE Protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents biologiques au travail

Affaire	Date	Parties	Objet
C-158/97	28 mars 2000	Georg Badeck e.a.	Égalité de traitement entre hommes et femmes Emplois dans l'administration Mesures favorisant la promotion féminine
C-236/98	30 mars 2000	Jämställdhetsombudsmannen/ Örebro läns landsting	Travailleurs masculins et travailleurs féminins Égalité des rémunérations pour un travail de valeur égale Article 119 du traité CE (les articles 117 à 120 du traité CE ont été remplacés par les articles 136 CE à 143 CE) Directive 75/117/CEE Comparaison entre la rémunération d'une sage-femme et celle d'un ingénieur de clinique Prise en compte d'une indemnité et d'une réduction du temps de travail pour cause d'horaires incommodes
C-226/98	6 avril 2000	Birgitte Jørgensen / Foreningen af Speciallæger, Sygesikringens Forhandlingsudvalg	Directives 76/207/CEE et 86/613/CEE Égalité de traitement entre hommes et femmes Activité indépendante Déclassement de cabinets médicaux
C-78/98	16 mai 2000	Shirley Preston e.a. / Wolverhampton Healthcare NHS Trust e.a.  Dorothy Fletcher e.a. / Midland Bank plc	Travailleurs masculins et travailleurs féminins Égalité de rémunération Affiliation à un régime de pensions professionnel Travailleurs à temps partiel Exclusion Modalités procédurales nationales Principe d'effectivité Principe d'équivalence
C-45/99	18 mai 2000	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement Non-transposition de la directive 94/33/CE
C-104/98	23 mai 2000	Johann Buchner e.a. / Sozialversicherungsanstalt der Bauern	Directive 79/7/CEE Égalité de traitement entre hommes et femmes en matière de sécurité sociale Pension de vieillesse anticipée pour incapacité de travail Fixation d'un âge pour le droit à pension différent selon le sexe

Affaire	Date	Parties	Objet
C-196/98	23 mai 2000	Regina Virginia Hepple e.a. / Adjudication Officer	Directive 79/7/CEE Égalité de traitement entre hommes et femmes en matière de sécurité sociale Prestations dans le cadre d'un régime d'assurance accidents du travail et maladies professionnelles Introduction d'un lien avec l'âge de la retraite
C-50/99	25 mai 2000	Jean-Marie Podesta / Caisse de retraite par répartition des ingénieurs cadres & assimilés (CRICA) e.a.	Travailleurs masculins et travailleurs féminins Égalité de rémunération Régime de retraite complémentaire interprofessionnel privé à cotisations définies géré en répartition Pensions de réversion dont les conditions d'âge d'attribution varient en fonction du sexe
C-46/99	8 juin 2000	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement Directive 93/104/CE Aménagement du temps de travail Non-transposition
C-407/98	6 juillet 2000	Katarina Abrahamsson, Leif Anderson / Elisabet Fogelqvist	Notion de «juridiction nationale» Égalité de traitement entre hommes et femmes Action positive en faveur des femmes Compatibilité avec le droit communautaire
C-11/99	6 juillet 2000	Margrit Dietrich / Westdeutscher Rundfunk	Directive 90/270/CEE concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives au travail sur des équipements à écran de visualisation Champ d'application Notion d'écran de visualisation au regard de l'article 2 Notion de postes de conduite de véhicules ou d'engins au regard de l'article 1 <sup>er</sup>
C-166/99	13 juillet 2000	Marthe Defreyne / Sabena SA	Égalité de rémunération entre travailleurs masculins et travailleurs féminins Indemnité complémentaire de prépension

Affaire	Date	Parties	Objet
C-343/98	14 septembre 2000	Renato Collino, Luisella Chiappero / Telecom Italia SpA	Directive 77/187/CEE Maintien des droits des travailleurs en cas de transferts d'entreprises Transfert d'une entité gérée par un organisme public intégré dans l'administration de l'État à une société de droit privé à capitaux publics Notion de travailleur Prise en compte de l'ancienneté globale des travailleurs par le cessionnaire
C-462/98 P	21 septembre 2000	Mediocurso Estabelecimento de Ensino Particular Ld. <sup>a</sup> / Commission des Communautés européennes	Pourvoi Fonds social européen Action de formation Réduction du concours financier Droits de la défense Droit des intéressés d'être entendus
C-175/99	26 septembre 2000	Didier Mayeur / Association Promotion de l'information messine (APIM)	Maintien des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprise Transfert à une commune d'une activité précédemment exercée, dans l'intérêt de cette dernière, par une personne morale de droit privé
C-322/98	26 septembre 2000	Bärbel Kachelmann / Bankhaus Hermann Lampe KG	Travailleurs masculins et travailleurs féminins Accès à l'emploi et conditions de travail Égalité de traitement C o n d i t i o n s d e licenciement
C-303/98	3 octobre 2000	Sindicato de Médicos de Asistencia Pública (Simap) / Conselleria de Sanidad y Consumo de la Generalidad Valenciana	Protection de la sécurité et de la santé des travailleurs Directives 8 9 / 3 9 1 / C E E e t 93/104/CE Champ d'application Médecins d'équipes de premiers soins Durée moyenne du travail Inclusion du temps des permanences Travailleurs nocturnes et postés
C-79/99	7 décembre 2000	Julia Schnorbus / Land Hessen	Égalité de traitement entre hommes et femmes Réglementation de l'accès au stage juridique préparatoire dans le Land de Hesse Priorité aux candidats ayant accompli un service militaire ou civil

Affaire	Date	Parties	Objet
C-457/98	14 décembre 2000	Commission des Communautés européennes / République hellénique	Manquement Directive 96/97/CE Mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes dans les régimes professionnels de sécurité sociale Non-transposition

## PRINCIPES DU DROIT COMMUNAUTAIRE

C-88/99	28 novembre 2000	Roquette Frères SA / Direction des services fiscaux du Pas-de-Calais	Répétition de l'indu Modalités procédurales nationales Droit d'apport perçu à l'occasion d'une fusion de sociétés
---------	------------------	--	--

## RAPPROCHEMENT DES LÉGISLATIONS

C-208/98	23 mars 2000	Berliner Kindl Brauerei AG / Andreas Siepert	Crédit à la consommation Directive 87/102 Champ d'application Contrat de cautionnement Exclusion
C-327/98	23 mars 2000	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement Directive 93/15/CEE
C-465/98	4 avril 2000	Verein gegen Unwesen in Handel und Gewerbe Köln eV / Adolf Darbo AG	Étiquetage et présentation de denrées alimentaires Directive 79/112/CEE Confiture de fraises Risque de tromperie
C-420/98	13 avril 2000	W. N. / Staatssecretaris van Financiën	Directive 77/799/CEE Assistance mutuelle des autorités des États membres dans le domaine des impôts directs Échange spontané d'informations
C-348/99	13 avril 2000	Commission des Communautés européennes / Grand-duché de Luxembourg	Manquement Directive 96/9/CE Non-transposition dans le délai prescrit
C-123/99	13 avril 2000	Commission des Communautés européennes / République hellénique	Manquement Non-transposition de la directive 94/62/CE

Affaire	Date	Parties	Objet
C-107/97	18 mai 2000	Max Rombi, Arkopharma / Organisation générale des consommateurs (Orgeco), Union départementale 06	C o m p l é m e n t s alimentaires Directive 8 9 / 3 9 8 / C E E T r a n s p o s i t i o n Conditions Maintien d'une réglementation nationale antérieure Additif L-carnitine
C-375/98	8 juin 2000	Ministério Público, Fazenda Pública / Epson Europe BV	Rapprochement des législations fiscales Sociétés mères et filiales Exemption, dans l'État membre de la société filiale, de la retenue à la source sur les bénéfices distribués par celle-ci à la société mère
C-425/98	22 juin 2000	Marca Mode CV / Adidas AG, Adidas Benelux BV	Directive 89/104/CEE Article 5, paragraphe 1, sous b) Marques Risque de confusion Risque d'association entre le signe et la marque
C-219/98	4 juillet 2000	Regina / Minister of Agriculture, Fisheries and Food, ex parte: S. P. Anastasiou (Pissouri) Ltd e.a.	Directive 77/93/CEE Délivrance de certificats phytosanitaires par des pays tiers autres que le pays d'origine des végétaux Produits originaires de la partie de Chypre située au nord de la zone tampon des Nations unies
C-366/98	12 septembre 2000	Yannick Geffroy / Casino France SNC	Libre circulation des m a r c h a n d i s e s Réglementation nationale e n m a t i è r e d e commercialisation d'un produit Dénomination e t é t i q u e t a g e Réglementation nationale imposant l'utilisation de la langue officielle de l'Étatmembre Directive 79/112/CEE
C-348/98	14 septembre 2000	Vitor Manuel Mendes Ferreira et Maria Clara Delgado Correia Ferreira / Companhia de Seguros Mundial Confiança SA	Assurance obligatoire de la responsabilité civile automobile Directives 84/5/CEE et 90/232/CEE Montants minimaux de garantie Régime de responsabilité civile Dommages causés aux membres de la famille du preneur d'assurance ou du conducteur

Affaire	Date	Parties	Objet
C-443/98	26 septembre 2000	Unilever Italia SpA / Central Food SpA	N o r m e s e t r é g l e m e n t a t i o n s techniques Obligations de notification et de report d'adoption Applicabilité dans des procédures civiles
C-376/98	5 octobre 2000	République fédérale d'Allemagne / Parlement européen et Conseil de l'Union européenne	Directive 98/43/CE Publicité et parrainage en faveur des produits du tabac Base juridique Article 100 A du traité CE (devenu, après modification, article 95 CE)
C-74/99	5 octobre 2000	The Queen / Secretary of State for Health e.a., ex parte: Imperial Tobacco Ltd e.a.	Directive 98/43/CE Publicité et parrainage en faveur des produits du tabac Validité
C-314/98	12 octobre 2000	Snellers Auto's BV / Algemeen Directeur van de Dienst Wegverkeer	Première admission à la circulation des véhicules Détermination de la date Normes et r é g l e m e n t a t i o n s techniques Article 30 du traité CE (devenu, après modification, article 28 CE)
C-3/99	12 octobre 2000	Cidrie Ruwet SA / Cidre Stassen SA, HP Bulmer Ltd	Libre circulation des marchandises Directive 7 5 / 1 0 6 / C E E Harmonisation partielle L i q u i d e s e n p r é e m b a l l a g e s Préconditionnement en volume Cidre Interdiction par un État membre de volumes nominaux non visés par la directive
C-37/99	16 novembre 2000	Roelof Donkersteeg	Directive 83/189/CEE N o r m e s e t r é g l e m e n t a t i o n s techniques Obligation de notification I n s t a l l a t i o n s d e décontamination des chaussures dans les exploitations agricoles Vaccination des porcs
C-320/99	23 novembre 2000	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement Directive 97/68/CE Engins mobiles non routiers Émissions de gaz et de particules polluants R E L A T I O N S EXTÉRIEURES

Affaire	Date	Parties	Objet
C-340/97	10 février 2000	Ömer Nazli Caglar Nazli Melike Nazli / Stadt Nürnberg	Accord d'association CEE-Turquie Libre c i r c u l a t i o n d e s travailleurs Articles 6, paragraphe 1, et 14, paragraphe 1, de la décision n° 1/80 du conseil d'association Appartenance au marché régulier de l'emploi d'un État membre Travailleur turc placé en détention préventive et condamné par la suite à une peine d'emprisonnement avec sursis Expulsion pour des motifs de prévention générale
C-102/98 et C-211/98	14 mars 2000	Ibrahim Kocak / Landesversicherungs- anstalt Oberfranken und Mittelfranken  Ramazan Örs / Bundeskknappschaft	Accord d'association C E E - T u r q u i e Décisions du conseil d'association Sécurité sociale Principe de non-discrimination en raison de la nationalité Effet direct Portée Législation d'un État membre relative à la détermination de la date de naissance aux fins de la constitution d'un numéro de sécurité sociale et de l'octroi d'une pension de retraite
C-329/97	16 mars 2000	Sezgin Ergat / Stadt Ulm	Accord d'association CEE-Turquie Libre c i r c u l a t i o n d e s travailleurs Article 7, premier alinéa, de la décision n° 1/80 du conseil d'association Membre de la famille d'un travailleur turc Prorogation du permis de séjour Notion de résidence régulière Demande de prorogation d'un permis de séjour temporaire déposée après l'expiration de sa validité

Affaire	Date	Parties	Objet
C-37/98	11 mai 2000	The Queen / Secretary of State for the Home Department, ex parte: Abdulnasir Savas	Accord d'association C E E - T u r q u i e Restrictions à la liberté d'établissement et au droit de séjour Articles 13 de l'accord d'association et 41 du protocole additionnel Effet direct Portée Ressortissant turc en situation irrégulière dans l'État membre d'accueil
C-237/98 P	15 juin 2000	Dorsch Consult Ingenieurgesellschaft mbH / Conseil de l'Union européenne et Commission des Communautés européennes	Pourvoi Responsabilité extracontractuelle Embargo commercial contre l'Iraq Acte licite Préjudice
C-13/99 P	15 juin 2000	TEAM Srl / Commission des Communautés européennes	Pourvoi Programme PHARE Décision annulant un appel d'offres et lancement d'un nouvel appel d'offres Recours en indemnité Qualification du préjudice réparable Lien de causalité Mesures d'organisation de la procédure Mesures d'instruction
C-65/98	22 juin 2000	Safet Eyüp / Landesgeschäftsstelle des Arbeitsmarktservice Vorarlberg	Accord d'association CEE-Turquie Libre circulation des travailleurs Article 7, premier alinéa, de la décision n° 1/80 du conseil d'association Membre de la famille d'un travailleur turc Notion de résidence régulière Périodes pendant lesquelles la personne autorisée à rejoindre le travailleur a vécu en concubinage avec lui Droit d'exercer un emploi Demande de mesures provisoires

Affaire	Date	Parties	Objet
C-300/98 et C-392/98	14 décembre 2000	Parfums Christian Dior SA / Tuk Consultancy BV  Assco Gerüste GmbH et Rob van Dijk, agissant sous le nom commercial «Assco Holland Steigers Plett ac Nederland» / Wilhelm Layher GmbH & Co. KG, Layher BV	Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce Accord TRIPs Article 177 du traité CE (devenu article 234 CE) Compétence de la Cour Article 50 de l'accord TRIPs Mesures provisoires Interprétation Effet direct

## STATUT DES FONCTIONNAIRES

C-284/98 P	16 mars 2000	Parlement européen / Roland Bieber	Pourvoi Congé de convenance personnelle Réintégration Responsabilité non contractuelle de la C o m m u n a u t é Détermination de la période à prendre en considération pour le calcul du préjudice subi
C-153/99 P	13 avril 2000	Commission des Communautés européennes / Antonio Giannini	Pourvoi Exécution d'un arrêt du Tribunal Détournement de pouvoir
C-82/98 P	25 mai 2000	Max Kögler / Cour de justice des Communautés européennes et Conseil de l'Union européenne	Pourvoi Coefficient correcteur applicable à la pension de retraite
C-154/99 P	29 juin 2000	Corrado Politi / Fondation européenne pour la formation	Pourvoi Agents temporaires Délai de réclamation Délai de recours Erreur de q u a l i f i c a t i o n Recevabilité
C-174/99 P	13 juillet 2000	Parlement européen / Pierre Richard	Pourvoi Procédure de r e c r u t e m e n t Application de l'article 29, paragraphe 1, du statut
C-432/98 P et C-433/98 P	5 octobre 2000	Conseil de l'Union européenne / Christiane Chvatal e.a.  Conseil de l'Union européenne / Antoinette Losch	Pourvoi Cessation définitive des fonctions à l'occasion de l'adhésion de nouveaux États membres Exception d'illégalité du règlement (CE, Euratom, CECA) n ° 2 6 8 8 / 9 5 Irrecevabilité de l'exception

Affaire	Date	Parties	Objet
C-434/98 P	5 octobre 2000	Conseil de l'Union européenne / Silvio Busacca e.a.	Pourvoi Litige opposant la Communauté à ses agents Pourvoi d'une institution non intervenue en première instance Irrecevabilité
C-126/99	9 novembre 2000	Roberto Vitari / Fondation européenne pour la formation	Agents locaux Article 79 du régime applicable aux autres agents Contrat de travail à durée déterminée Conversion en contrat à durée indéterminée Applicabilité de la législation nationale
C-207/99 P	9 novembre 2000	Commission des Communautés européennes / Claudine Hamptaux	Pourvoi Promotion Examen comparatif des mérites

## TRANSPORTS

C-62/98	4 juillet 2000	Commission des Communautés européennes / République portugaise	Manquement Règlement (CEE) n° 4055/86 Libre prestation des services Transports maritimes Article 234 du traité CE (devenu, après modification, article 307 CE)
C-84/98	4 juillet 2000	Commission des Communautés européennes / République portugaise	Manquement Règlement (CEE) n° 4055/86 Libre prestation des services Transports maritimes Article 234 du traité CE (devenu, après modification, article 307 CE)
C-160/99	13 juillet 2000	Commission des Communautés européennes / République française	Manquement Libre prestation de services Règlement (CEE) n° 3577/92 Cabotage maritime Navires battant pavillon français
C-205/98	26 septembre 2000	Commission des Communautés européennes / République d'Autriche	Manquement Directive 93/89/CEE Péages Autoroute du Brenner Interdiction de discrimination Obligation de fixer les taux des péages en fonction des coûts du réseau d'infrastructures concerné

Affaire	Date	Parties	Objet
C-408/99	26 septembre 2000	Commission des Communautés européennes / Irlande	Manquement Directives 94/55/CE et 96/86/CE Non-transposition dans le délai prescrit
C-193/99	28 septembre 2000	Graeme Edgar Hume	Dispositions sociales dans le domaine du transport par route Repos hebdomadaire Report
C-347/99	14 décembre 2000	Commission des Communautés européennes / Irlande	Manquement Non-transposition de la directive 95/50/CE